

Avec Mythos, on ne peut plus laisser faire l'IA

Titre(s): Avec Mythos, on ne peut plus laisser faire l'IA [[periodique]]

Ensemble : Courrier international 1852

Editeur, producteur : 30/04/26

Description matérielle : pp.36

ISSN : 1154-516X

Note sur la description matérielle : 1

Résumé ou extrait : L'annonce, le 7 avril, de Claude Mythos par Anthropic marque un tournant dans le débat américain sur l'intelligence artificielle. Capable de repérer des failles logicielles avec une efficacité telle qu'il pourrait menacer des infrastructures critiques comme les banques ou les hôpitaux s'il était détourné, le système a convaincu jusqu'à l'administration Trump que le laisser-faire n'était plus tenable. Dario Amodei a donc limité l'accès de Mythos à une cinquantaine de grandes entreprises de l'informatique et de la finance, et le ministre des Finances Scott Bessent a réuni les dirigeants des plus grandes banques. La pression politique augmente aussi dans l'opinion : 7 Américains sur 10 estiment que l'IA va détériorer le marché de l'emploi, en forte hausse sur un an, ce qui pourrait faire de l'IA un thème majeur des élections de 2028. L'article présente ce moment comme l'équivalent, pour l'IA, des précédentes phases où l'Etat américain a dû reprendre la main face à une concentration excessive de pouvoir économique, comme lors de la dissolution de Standard Oil en 1911, de la création de la Réserve fédérale en 1913 ou de la scission d'AT&T en 1984. Mais réguler l'IA est plus complexe : nationaliser serait peu efficace, les ingénieurs pouvant changer d'entreprise librement, et les grands acteurs du secteur n'auraient que quelques mois d'avance sur les concurrents open source, notamment chinois. Une option envisagée serait de réserver les modèles les plus puissants à des utilisateurs de confiance et d'imposer une homologation avant leur diffusion large, comme l'ont esquissé Anthropic puis OpenAI dans la cybersécurité. Cette solution offrirait un contrôle plus rapide sans créer immédiatement une nouvelle autorité, mais elle aurait aussi des effets négatifs : réduction de la concurrence, renforcement des acteurs déjà dominants, ralentissement de la diffusion des bénéfices de l'IA, création d'une économie à deux vitesses et risques d'abus d'influence. La conclusion est qu'aucune réponse durable ne pourra rester strictement nationale : la sécurité de l'IA exigera une coopération internationale, en particulier avec la Chine, ainsi qu'une réflexion sur l'emploi et la fiscalité....

Sujet - Nom commun : Intelligence artificielle -- Informatique -- États-Unis
Vulnérabilité -- Informatique -- États-Unis